

GOOGLE A INCLUS L'ESPAGNE DANS LA LISTE DES PAYS CENSEURS D'INTERNET

LE 31 MARS 2010 MARTINEZ GARCIA

La fermeture de deux blogs anti-catalans motive la plainte devant le Congrès des États-Unis de la firme de Mountain View. Elle a porté des accusations fortes qui peuvent avoir des conséquences sur les relations entre les deux pays.



Cet article de David Alendete a été initialement publié sur le site du quotidien espagnol *El País*.



L'origine de la plainte de Google** : en 2007, le tribunal de commerce a autorisé la fermeture de neuf pages web, qui appelaient entre autres à un boycott des produits catalans, principalement le cava. Deux de celles-ci, Boicot-Ya.blogspot.com et HastaLosHuevos-com.blogspot.com (comprendre « on en a plein les c* ») étaient sur Blogger, le service gratuit de Google. Si le second blog n'est plus activé, le second, lui, redirige actuellement les visiteurs vers un article de *Libertad Digital* concernant le nationalisme catalan.*



Le géant de l'Internet, Google, a discrédité l'Espagne devant le Congrès des États-Unis. Cela s'est déroulé au cours d'une audience à la Chambre des Représentants sur la démocratie, la sécurité et la liberté d'expression sur le web. A la suite d'un accident judiciaire isolé, l'interdiction de deux blogs qui demandaient le boycott des produits catalans sur décision judiciaire en 2007, la vice-présidente de Google, l'avocate Nicole Wong, a comparé l'Espagne aux régimes qui appliquent une répression systématique et continue sur le web, comme la Chine ou l'Iran.

« Comme toujours, Google a été le centre d'attention des efforts de certains gouvernements dans le but de limiter la liberté d'expression, puisque notre technologie et nos services donnent aux personnes qui s'expriment une audience mondiale. Plus de vingt-cinq

gouvernements ont bloqué les services de Google ces deux dernières années » a déclaré Wong dans le témoignage livré par Google au Comité des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants, pour son inclusion dans les archives du congrès.

Par la suite, l'avocate de Google a précisé les treize pays qui ont bloqué YouTube, dont la Chine, le Pakistan, le Maroc et l'Iran. Ultérieurement, Wong a inclus l'Espagne dans la liste des sept pays qui ont censuré Blogger et Blogspot : « Ces deux dernières années, nous avons reçu des rapports sur la façon dont notre plateforme de blogs a été bloquée et continue à l'être dans au moins sept pays dont la Chine, l'Espagne, l'Inde, le Pakistan, l'Iran, le Myanmar (Birmanie, Ndlr) et Éthiopie. Finalement, elle a mentionné les trois pays qui ont interdit l'accès au réseau social Orkut : l'Arabie saoudite, l'Iran et les Émirats Arabes Unis.

C'est la deuxième fois que Google lance une telle accusation à l'Espagne. Le 2 mars dernier, lors d'une comparution devant le Sous-Comité des Droits de l'Homme et de la Législation du Sénat, les mêmes déclarations ont été faites. Ce journal, *El país*, a contacté Google à l'époque mais n'a pas reçu de réponse. Hier, Google Espagne a pourtant livré un communiqué à ce sujet.

« Un jugement espagnol a ordonné il y a trois ans la fermeture de deux pages de Blogspot. Mais cet incident ne s'est produit qu'une seule fois et nous n'avons pas de problème de liberté d'expression en Espagne. » C'est ce qu'a affirmé un porte parole par e-mail.

Cela n'a pas empêché Google de citer l'Espagne comme étant un pays pratiquant la censure sur le Net, sans apporter plus de preuve dans leur témoignage destiné aux législateurs. Et ce à deux reprises : aux audiences durant lesquels se déroulaient des débats sur les droits de l'homme et au moment de la décision de l'entreprise d'arrêter de se soumettre à la censure chinoise, après une collaboration de cinq ans avec Pékin.

Plusieurs blogs, grands médias et agences de presse, comme France Presse, ont fait écho hier de cette accusation. Selon des sources du Congrès, les paroles de Wong peuvent nuire sérieusement à l'image de l'Espagne auprès des législateurs américains, puisque le pays est un allié potentiel à l'Otan et participe à la guerre en Afghanistan.

« À présent, n'importe quel membre du Congrès qui désire consulter les archives du Capitole trouvera cette liste des pays censeurs », explique le chef de cabinet d'un représentant du Congrès, qui préfère garder l'anonymat. « Cette inclusion implique que les membres du Congrès peuvent imaginer que la politique espagnole concernant Internet est comparable à celle de la Chine. Ceci n'aide pas les relations entre les deux pays. Ce qui mènera les membres du Congrès à se demander 'Pourquoi l'Espagne se trouve dans une telle liste ?' »

Article original : <http://bit.ly/9RZtbU>



Billet initialement sur le blog d'Anaïs Martinez

